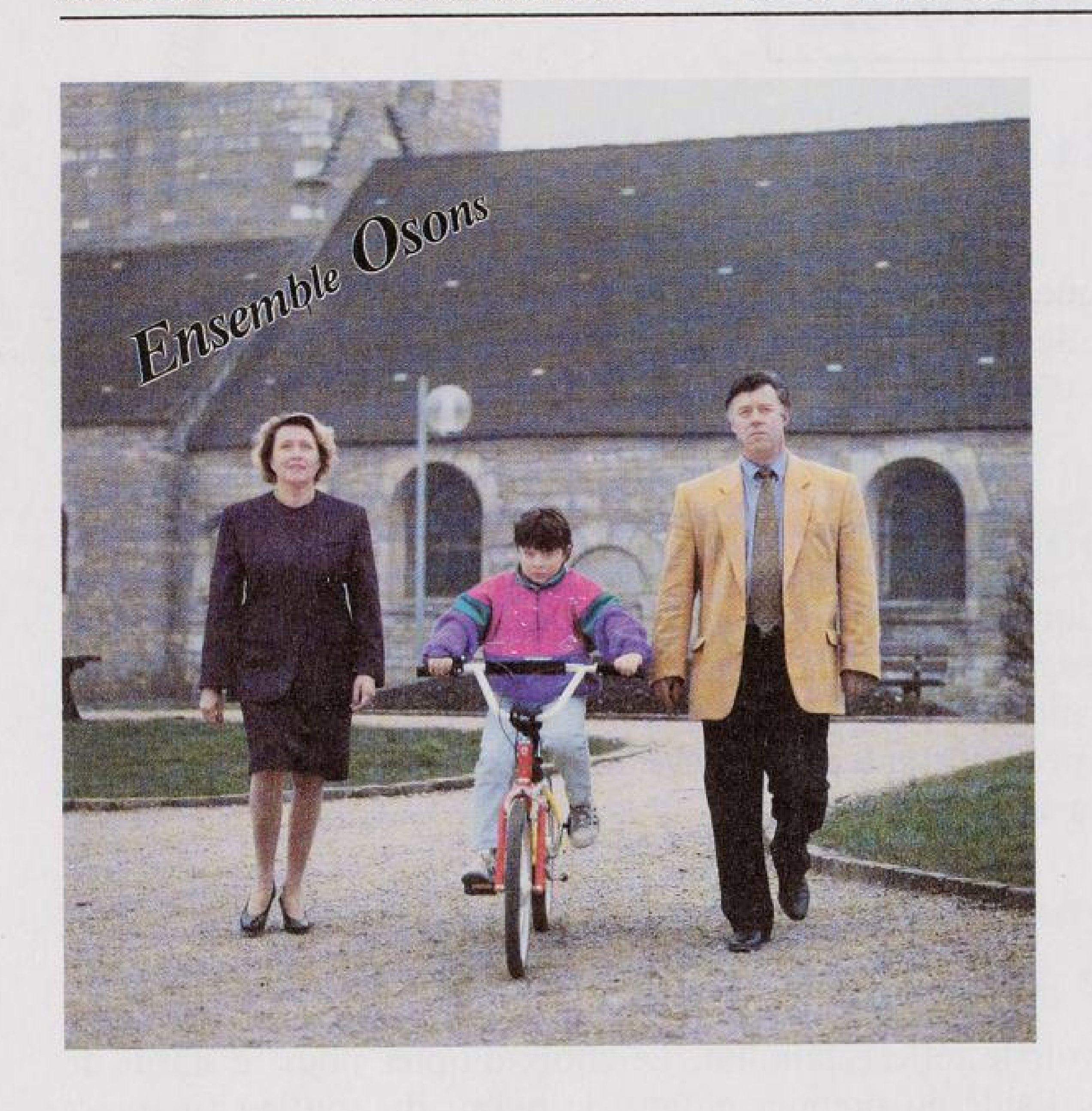
ÉLECTIONS LÉGISLATIVES — 21-28 mars 1993 — 3[e] circonscription de la Côte-d'Or



U.P.F.

UNION POUR LA FRANCE

RPR - UDF - CNI

Lucien BRENOT

Médecin

Marie-Françoise JACQUET

Directrice d'école

Dix années d'un socialo-communisme dévastateur, effronté et cynique ont conduit la France dans une totale impasse. D'erreurs en erreurs, d'affaires en affaires, les hommes politiques de gauche se sont discrédités et ne méritent plus et pour longtemps de présider aux destinées de notre Pays.

La France ne méritait pas de tels déshonneurs.

NOS ENTREPRISES, accablées par des charges de toute nature, vont à l'asphyxie et ne sont même plus en mesure de maintenir leurs emplois.

LE LOGEMENT est le domaine où la faillite du pouvoir socialiste est la plus flagrante. Le manque de logements sociaux pénalise lourdement **la famille**. Après avoir créé les « exclus du travail », le socialisme tolère les « exclus du logement ».

LES RETRAITES sont gravement menacées. La situation des comptes de la **Sécurité sociale** est inquiétante et le traitement social du **chômage**, dans une totale impasse.

NOTRE AGRICULTURE a été détruite. Le socialisme a mené une politique désastreuse d'**aménagement du territoire** sans aucun soutien à la **ruralité**.

Ni **l'immigration**, ni l'**intégration** n'ont été maîtrisées par le socialisme. Ce laxisme, l'un des plus graves, fait peser de lourdes menaces sur notre sécurité, notre **cohésion sociale**, et place notre pays dans une douloureuse **crise d'identité**.

Un espoir existe, un renouveau est possible avec des hommes nouveaux, sans excès, sans faiblesse, sans complexe. Avec nous et massivement, vous engagerez le redressement de la France.

ENSEMBLE OSONS...

Avec vous, nous pouvons...

— Retrouver le chemin de la création d'emplois et un nouvel essor économique :

La revalorisation de l'enseignement technique, un partenariat entreprise-école plus étroit, un allégement des charges fiscales et sociales, la baisse des taux d'intérêt pour l'investissement et un nouvel état d'esprit dans l'entreprise seront facteurs d'emplois. Il est urgent de mettre en place une véritable politique de l'apprentissage.

— Imposer une nouvelle politique de développement rural :

La réforme de la PAC, le rejet catégorique des accords du GATT, le maintien d'un maximum d'agriculteurs, une réforme de la fiscalité agricole et de la fiscalité des entrepreneurs en milieu rural seront considérés comme une priorité nationale pour que revivent nos campagnes. Une nouvelle politique d'aménagement du territoire respectant totalement l'environnement, la protection des sites et des espèces donneront un nouvel élan au tourisme rural.

— Préserver les retraites, rendre plus performant notre système de santé et opter pour une politique ambitieuse de la famille :

Toutes les décisions politiques doivent avoir le réflexe familial. Le choix d'opter pour le statut de parent au foyer avec « salaire parental », l'aide au premier enfant, le retour du soutien financier à l'accession au logement et la mise en place d'un vaste programme de construction de logements sociaux locatifs seront les bases d'une politique familiale ambitieuse. Seule une croissance économique retrouvée nous permettra de préserver l'ensemble de nos acquis sociaux.

— Renverser la tendance en matière d'immigration et assurer une totale sécurité à nos concitoyens :

Rendre les avantages sociaux moins attractifs pour les ressortissants étrangers, réhabiliter le droit du contrôle d'identité, expulser les clandestins, être très vigilant sur les regroupements familiaux et « mariages blancs », prévoir un véritable Code de la Nationalité ouvriront la voie à une intégration plus réussie. C'est en redonnant les moyens et la confiance à ses forces de Police et de Gendarmerie que l'État sera en mesure d'assurer la sécurité de tous les Français. Le délinquant ne sera plus considéré comme victime de la société mais comme coupable. Face au pouvoir politique, la Justice doit retrouver sa totale indépendance.

Rien ne va plus à l'Europe de MAASTRICHT

Il faut en urgence renégocier le Traité de l'Union Européenne, rééquilibrer les pouvoirs au profit du Parlement, donner à chaque État les mêmes droits mais leur imposer les mêmes devoirs.

Hâtons l'Europe de la Paix.

Vous qui voulez une FRANCE à la hauteur que mérite sa jeunesse, vous participerez les 21 et 28 mars 1993 au redressement de notre pays. Comme je l'ai fait dans ma ville, je respecterai mes engagements et je souhaite participer à la réconciliation des Français avec une classe politique plus honnête et plus proche de vous.

Vu le candidat
Lucien BRENOT

Imp. Berthier - Dijon